

Pratiques  
de Références  
Opérationnelles



SURVEILLANCE  
D'ESCORTE

avec métier

**Règle 81.2.** L'administration doit faire en sorte que, tout au long de sa carrière, le personnel entretienne et améliore ses connaissances et ses compétences professionnelles en suivant des cours de formation continue et de perfectionnement organisés à des intervalles appropriés.



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Rubrique  
3

### RAISON D'ÊTRE DU POSTE

Assurer le bon déroulement du transfert de la personne détenue vers un autre établissement ou un autre lieu (milieu hospitalier par exemple) constitue une activité importante en matière de sécurité publique. La mise en oeuvre d'une affectation nouvelle participe à la réalisation des objectifs d'individualisation et de réinsertion.

Rubrique  
4

### RÈGLES DÉONTOLOGIQUES

La sécurité des établissements repose sur la vigilance et la conscience professionnelle de chacun des agents.

Le fonctionnaire de l'administration pénitentiaire doit être en pleine possession de ses moyens physiques et intellectuels dans l'exercice de ses fonctions. Il doit faire preuve de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont il a connaissance. Il doit demeurer intègre, impartial et objectif.

Les missions d'escortes qui incombent aux personnels pénitentiaires doivent s'exécuter dans le respect des règles de sécurité pénitentiaire et de sécurité publique, de celui de la confidentialité ainsi que de celui de la personne humaine.

L'exécution des escortes doit être préparée et poursuivie avec la plus grande discrétion quant à la date et à l'identité des détenus en cause, au mode de transport, à l'itinéraire et au lieu de destination. Les personnels pénitentiaires doivent garantir la confidentialité des informations liées à l'organisation des escortes.

Les personnels d'escorte doivent s'abstenir en présence de détenus ou de toute autre personne étrangère à l'administration pénitentiaire, de tout propos de nature à compromettre la sécurité de la mission.

Surveillance d'escorte

## IDENTIFICATION DES TÂCHES DU POSTE - RÈGLES D'ACTION

### 5.1 Composition de l'escorte et préparation de l'extraction ou du transfèrement

Aucun transfèrement, aucune extraction ne peut être opérée sans un ordre écrit délivré par l'autorité compétente.

L'escorte pénitentiaire est composée au minimum de deux agents et d'un chauffeur.

Le chef d'établissement responsable de la composition de l'escorte décide, en fonction du profil du détenu ou des détenus concernés, de renforcer le cas échéant l'escorte. Il désigne également nominativement l'agent à qui il confie la responsabilité d'assumer la mission d'escorte. Lorsque, pour une raison d'organisation du service ou d'effectif des agents, il apparaît impossible de désigner un personnel gradé comme responsable d'escorte, le chef d'établissement désigne à cette fin un surveillant.

Dès lors que l'effectif des personnels et l'organisation du service le permettent, l'escorte d'une détenue comprendra une surveillante, une première surveillante ou une officier pénitentiaire. Lorsqu'il s'agit de l'escorte d'une femme détenue sur le point d'accoucher, l'escorte devra obligatoirement comporter un personnel féminin.

En cas d'escorte médicale, le chef d'établissement précisera les situations où le chauffeur doit rester ou non présent au centre hospitalier pendant la durée de la consultation (ne s'applique pas aux chauffeurs des groupements privés).



Il peut être fait appel aux forces de police ou de gendarmerie pour sécuriser l'escorte pénitentiaire lorsque la personnalité du détenu fait apparaître des risques sérieux de trouble à l'ordre public.

Dès lors que les besoins sont clairement identifiés ou que les effectifs le permettent, il est préconisé de créer une équipe pérenne composée de personnels prioritairement affectés aux escortes. Il s'agit de privilégier l'affectation de surveillants qui ont une bonne connaissance du déroulement des escortes notamment en milieu hospitalier. Cette connaissance doit permettre d'améliorer le fonctionnement des escortes ainsi que leur sécurité.

Le chef d'établissement doit également s'assurer que plusieurs trajets ont été, dans la mesure du possible, arrêtés. Avant le départ, il appartient au chef d'établissement, à l'un de ses adjoints ou à un chef de service pénitentiaire ayant reçu délégation à cet effet, de choisir de façon aléatoire l'un de ces trajets tant pour l'aller que pour le retour.

Le responsable d'escorte peut toutefois modifier le trajet initialement prévu lorsqu'il l'estime nécessaire en raison du comportement du détenu ou de la survenance d'éléments nouveaux durant le temps de l'escorte.

Dans la mesure du possible, les agents composant l'escorte doivent rester groupés et ne pas se séparer pendant toute la durée de l'opération.

## 5.2 Identification du détenu

L'agent vérifie l'identité du ou des détenus concernés à l'aide des moyens mis à sa disposition.

L'identification est rendue possible, soit :

- par un système de reconnaissance biométrique,
- par la carte d'identité intérieure,
- par la fiche d'écrou,
- par la fiche pénale.

### 5.3 Fouille intégrale

Les agents chargés de l'escorte fouillent intégralement le ou les détenus concernés, au départ et au retour, pour rechercher tous les objets, médicaments ou substances permettant de faciliter les trafics, les suicides, agressions ou évasions.

### 5.4 Pose des moyens de contrainte

Il appartient au chef d'établissement, en considération de la dangerosité du détenu pour autrui ou pour lui-même, des risques d'évasion et de son état de santé, de définir si le détenu doit ou non faire l'objet de moyens de contrainte et d'en préciser les modalités exactes : soit le port des menottes, soit celui des entraves, soit les deux en même temps lorsque la personnalité de la personne incarcérée le justifie et son état de santé le permet.

A l'égard des mineurs, l'utilisation des moyens de contrainte doit, conformément à la circulaire du 1er mars 1993, prise en application de l'article 803 du CPP ainsi qu'à la note AP du 28 mars 2008, faire l'objet d'un examen particulièrement attentif.

L'agent contrôle les menottes et entraves en vérifiant qu'elles ne présentent aucune anomalie de fonctionnement et que les clés de verrouillage s'y rapportant sont les bonnes. Il procède à la mise en place des moyens de contrainte à appliquer selon le type d'escorte (transfèrement ou extraction médicale) en respectant la méthodologie de menottage et de pose des entraves.

## 5.9 Gestion des effets personnels du détenu

Dans l'éventualité de présence de paquetages, l'agent les placera de façon à ce qu'ils ne soient pas accessibles aux détenus transportés.

Le responsable d'escorte prend en charge le dossier individuel des intéressés ainsi que les effets ou objets leur appartenant.

## 5.10 Extraction médicale : évaluation du degré de risque que présente le lieu de consultation

L'utilisation d'une chaîne d'accompagnement reliée aux menottes doit être systématique lors des déplacements hors milieu pénitentiaire.

Le responsable d'escorte prendra soin de contrôler et d'évaluer les risques potentiels que présentent tous les lieux où se tiennent le ou les détenus. Ex : salle d'attente, cabinet de consultation, fenêtre protégée par un barreaudage ou non, nombre d'issues, cabine de déshabillage (dépôt d'armes ou d'outils pouvant faciliter une évasion), système de condamnation intérieure de la porte, proximité de matériel chirurgical (bistouris, seringues...).

De même, il inspectera au préalable les locaux où le détenu escorté demanderait à se rendre. Par exemple, pour les toilettes : inspection du local, de la cuvette, de la chasse d'eau, attention à la condamnation de la porte de l'intérieur, à plus forte raison si le local est doté d'une fenêtre.

A l'occasion d'une extraction ou d'un transfèrement, les détenus escortés ne doivent pas avoir la possibilité d'entrer en communication avec des tiers non autorisés.

Surveillance d'escorte

En ce qui concerne la consultation médicale stricto sensu, trois niveaux de surveillance doivent être envisagés :

- niveau de surveillance 1 : la consultation peut s'effectuer hors la présence du personnel pénitentiaire avec ou sans moyens de contrainte ;
- niveau de surveillance 2 : la consultation se déroule sous la surveillance constante du personnel pénitentiaire mais sans moyens de contrainte ;
- niveau de surveillance 3 : la consultation se déroule sous la surveillance constante du personnel pénitentiaire avec moyens de contrainte.

Quel que soit le niveau de surveillance retenu, le responsable d'escorte veillera à ce que les mesures de sécurité mises en œuvre n'entravent pas la confidentialité de l'entretien médical.

Si la consultation s'est faite sans la présence de l'escorte, une fouille par palpation sera effectuée immédiatement à l'hôpital.

### 5.11 Gestion des incidents

Le responsable d'escorte est responsable du bon déroulement de l'escorte. Il doit notamment, conformément à l'article D. 294 du CPP, prendre des précautions "en vue d'éviter les évasions et tous autres incidents lors des transfèrements et extractions de détenus".

Il doit baliser l'itinéraire en repérant les gendarmeries, commissariats et établissements pénitentiaires qui se situent sur le trajet et enregistrer leurs numéros de téléphone sur son téléphone portable.

En cas de panne ou d'incident survenant au cours du trajet et provoquant une longue immobilisation, il appartient au responsable de l'escorte de demander à la police locale ou à la gendarmerie la plus proche, l'envoi d'agents ou de gendarmes destinés à assurer un service d'ordre autour du fourgon.

Si la durée de l'immobilisation ne peut être déterminée, le responsable de l'escorte demande par téléphone à l'établissement pénitentiaire le plus proche de mettre à disposition un véhicule de transfert.

En cas d'incident ou de menace pour la sécurité de l'escorte, le responsable d'escorte avisera immédiatement les forces de l'ordre et conduira le véhicule à la gendarmerie, le commissariat ou l'établissement pénitentiaire le plus proche. Si le détenu se manifeste violemment, le responsable d'escorte peut décider de l'usage de moyens de contrainte.

Si un membre de l'escorte ou un détenu nécessite une urgence médicale, le responsable d'escorte avisera le SAMU, les forces de l'ordre et son établissement. En cas d'extraction médicale, le responsable d'escorte informera téléphoniquement l'établissement de l'arrivée à l'hôpital ainsi que de l'heure de retour.

Le chef d'escorte signalera immédiatement à sa hiérarchie tout incident de nature à compromettre la sécurité de l'escorte. Un compte rendu écrit sera établi au retour.

## 5.12 Retour à l'établissement

Au retour à l'établissement le détenu sera fouillé intégralement.

Le responsable de l'escorte rend compte au chef d'établissement du déroulement de l'escorte et du comportement du détenu. Il lui remet la fiche de suivi complétée.